

Rapport de la 6^{ème} session de STT

Thème : La sécurité au Sahel

Sommaire

Liste des cartes	1
Introduction	1
I. Cérémonie d'ouverture	2
II. Contexte socioéconomique et politique des pays sahéliens	3
III. Manifestation de la crise sécuritaire au sahel	4
IV. Acteurs de la violence	4
V. Retombées financières de la crise sécuritaire en faveur des acteurs	5
VI. Défis à relever pour des solutions plausibles et durables	6
VII. Recommandations	7
Conclusion	8

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation de la zone sahélienne	3
Carte 2 : Trafic de drogue en Afrique de l'Ouest mise à jour en février 2013.	6

Introduction

La sixième session du réseau solution think tank (STT6) s'est tenue à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso les 25, 26 et 27 octobre 2021. Elle a connu la présence de l'ensemble des treize think tanks membres sous le leadership de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS) et des invités du Centre National d'Etudes Stratégiques (CNES) du Burkina Faso, du Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS) du Niger, du CSAMAP (Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce) du G5 Sahel. Les pays suivants ont été représentés à travers leurs think tanks : Bénin (Afrobaromètre, Social Watch), Burkina Faso (CAPES), Côte d'Ivoire (KAS, CIRES, CRPA, IS), Guinée (IPED, SVI), Sénégal (WATHI), Togo (CADERDT, CROP) et le Royaume Uni (CHATAM House).

Placées sous le thème, sécurité au sahel, ces assises ont été des moments de rétrospection, d'introspection et de projection pour la compréhension de la crise sécuritaire, la connaissance des acteurs impliqués et les solutions plausibles.

Cette session a été placée sous le parrainage de Monsieur Aimé Barthélemy SIMPORE, Ministre de la Défense du Burkina Faso.

I. Cérémonie d'ouverture

Dr Pato Daniel KABORE, Directeur de recherche, Directeur exécutif du Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) a manifesté sa satisfaction quant au choix du thème en conformité avec le défi majeur de l'heure du pays qui abrite la session. Pour lui, les réservoirs de réflexions sont une contribution aux solutions à implémenter pour venir à bout de la crise sécuritaire au sahel. Il a adressé ses félicitations et ses souhaits de bonne mission au Dr Stefanie BRINKEL, arrivée au poste de représentante résidente de la KAS Abidjan en août 2021. Il n'a pas tari de bénédictions et de remerciements à Monsieur le Ministre de la Défense, nommé le 14 octobre 2021. Auparavant il était Ministre délégué.

Dr Stefanie BRINKEL, Représentante résidente KAS Abidjan, Coordinatrice du Programme Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest Francophone, s'est réjouie de l'initiative de mise en place de STT en novembre 2018 à Abidjan par la fondation qu'elle représente. Elle a fait remarquer la tenue régulière de deux sessions annuelles à l'exception de 2020 avec l'avènement de la pandémie à COVID-19 en Afrique. Ce challenge sera une dynamique pour la KAS au regard de sa promotion du dialogue politique pour renforcer la démocratie en Afrique. Les conclusions de ces sessions sont partagées avec les pays membres, elles sont aussi transmises au siège de la fondation en Allemagne et les articles des experts sont publiés sur les plateformes de la KAS et des think tanks membres du réseau.

Monsieur le Parrain, Monsieur le Ministre de la Défense, a renchéri sur l'importance du thème de STT6. La question de sécurité à l'intérieur et aux frontières des pays sahéliens est un défi pour le G5 Sahel, la CEDEAO, l'Union africaine et la communauté internationale. Elle ébranle les pays victimes et détruit toute la base de développement chèrement acquis. Elle entrave toute nouvelle action de développement et de prospérité recherchée pour nos pays. Les réflexions ne sont pas suffisantes dans ce contexte et il est nécessaire de scruter toujours de nouveaux horizons. Il a précisé qu'il était avant sa nomination comme Ministre de la Défense, le Coordonnateur du Centre d'Etudes Stratégiques (CNES) du Burkina Faso. Il mesure donc l'importance de ce type de réseau dans la recherche de solutions aux problèmes qui minent le développement des pays. Il a manifesté sa satisfaction quant à son choix pour parrainer ses assises et à inviter les participants à des échanges fructueux et à des conclusions fertiles.

II. Contexte socioéconomique et politique des pays sahéliens

La zone sahélienne est cette large bande de pays africains avec un climat semi-aride qui sépare le désert du Sahara au nord et le domaine soudanien au Sud. Elle comprend entre autres l'Algérie, le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan (au centre, notamment le Darfour et le Kordofan), le Cap-Vert.



Carte 1 : Localisation de la zone sahélienne

Sur le plan économique, le sahel dispose de substrat important pour bâtir une économie inégalée. Il est très riche en ressources naturelles dont le sel, l'or, le pétrole, le gaz, le fer, le phosphate, le cuivre, l'étain et l'uranium. Il dispose d'une bonne crème d'intelligentsia et de main d'œuvre qui s'exportent régulièrement. Ces ressources naturelles du sahel sont d'abord évaluées puis exploitées par les pays du Nord sur la base de contrats non rendus publics mais aussi surement non avantageux pour ces pays. Le sahel concentre tous les dommages liés à l'exploitation de ses ressources naturelles, les populations subissent, observent la volatilisation de leurs biens communs et ne reçoivent pas ou reçoivent très peu de compensations. Le sahel, constitué des pays dont l'économie se base sur le secteur primaire (l'agriculture) peine aujourd'hui à se nourrir pourtant dans les années 1950 – 1960, il a connu la sécurité alimentaire. Les industries de transformation et manufacturières sont quasi inexistantes du paysage économique. Le sahel n'arrive pas à se détacher de tout son joug pour développer de nouveaux secteurs économiques comme le secteur des services, de la transformation. Il s'enlise dans le commerce (importation) des produits des pays développés « autres que les pays africains ». Le sous-emploi, l'absence de formation professionnalisante, l'inadéquation de l'offre à la demande d'emploi, la gouvernance insoucieuse du bien commun, la stabilité politique, etc. sont des entraves à l'unité intérieure des pays sahéliens et à l'unité globale du sahel.

Ces dernières années ont donc connu une augmentation rapide du terrorisme à travers l'Afrique. Le Sahel est confronté depuis la décennie 90 à une insécurité liée à la présence de groupes armés terroristes (GAT) et de groupes criminels. La crise actuelle au Sahel est protéiforme car intégrant diverses formes de menaces endogènes et exogènes à la sécurité nationale des Etats.

III. Manifestation de la crise sécuritaire au sahel

Les causes de cette crise sécuritaire au sahel s'enveloppent dans le tissu du djihad et de la criminalité transnationale.

Le djihad international de l'islamisme radical, porté au niveau stratégique par des parrains idéologiques et financiers et au niveau opérationnel, par des groupes armés terroristes (GAT) rivaux en constantes recompositions et agissants au sahel avec des combattants multinationaux et des sous-traitants locaux.

La criminalité transnationale organisée qui développe, en connexion avec les GAT, des activités criminelles mutuellement bénéfiques : trafics de drogue, d'armes, d'explosifs, d'or, de produits forestiers, vol de bétail, contrebande, flux financiers illicites, braconnage, prise d'otages.

La situation sécuritaire au Sahel est caractérisée par la fragilité des États et leur incapacité à faire face aux nouveaux défis sécuritaires internes. La crise sécuritaire est multisectorielle et englobe les domaines économique, financier, social, politique, sanitaire, environnemental, démographique, culturel, migratoire, du pastoralisme, foncier, de la gestion des ressources naturelles, sécuritaire, etc. Cette crise sécuritaire se manifeste à travers diverses menaces telles que : l'extrémisme violent, le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la cybercriminalité, les litiges frontaliers, les conflictualités locales, les proliférations des armes, les conflits armés, les crimes économiques et financiers, la pauvreté, les coups d'Etat, les insurrections, la mal gouvernance (injustice, corruption...), etc.

Les manifestations de cette crise sont synonymes de dégâts multidimensionnels et au-delà de tout de pertes en vies humaines. Il a été enregistré de milliers de personnes déplacées internes : plus d'un million quatre cent vingt-trois mille trois cent soixante-dix-huit (1 423 378) au Burkina Faso, plus de quatre cent quatre-vingt-six mille quatre cent cinquante-quatre (486 454) au Mali, plus de deux cent quatre-vingt-neuf mille (289 000) au Niger. A la période d'octobre 2020, plus de treize millions quatre cent mille (13 400 000) personnes ont eu besoin d'assistance humanitaire immédiate. Ces chiffres sont largement révolus à la période actuelle.

IV. Acteurs de la violence

Avant les attaques d'Al Qaeda contre les Etats-Unis d'Amérique en septembre 2001 des groupes islamistes radicaux existaient déjà en Afrique du Nord. En 1991, le Front Islamique du Salut (FIS) prend les armes suite à l'annulation des élections législatives en Algérie. En 1998, le FIS devient Groupe Islamique Armé (GIA) et donne naissance au Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). Au début de 2000, le GSPC a été repoussé d'Algérie vers le sahel. En 2007, ce groupe se transforme en Al Qaida au Magrehb Islamique (AQMI) et il crée en même temps d'autres groupes Terroristes qui sont ses branches : MUJAO, Ansar Eddine, Al Murabitun. AQMI entre en actions en Mauritanie en 2009 et attaque Grand Bassam en Côte d'Ivoire en 2016. Plus tôt en 2002, Boko haram a commencé à sévir au Nigeria. En 2011, la chute du régime de Kadhafi dégrade davantage la situation sécuritaire. Des anciens mercenaires de la Légion islamique retournent, lourdement armés, dans leurs pays

d'origine : Mali, Niger, Tchad, etc. En 2012, c'est l'occupation du Nord Mali par des rebelles et des groupes terroristes. Cette crise sécuritaire malienne va déteindre progressivement sur les pays voisins : le Niger et le Burkina Faso. Toujours au Mali, des centaines de Touaregs rejoignent les rangs de la rébellion et facilitent la montée en puissance du Mouvement National pour la Libération de l'AZAWAD (MNLA), appuyés par des groupes terroristes islamistes. Pendant cette période d'occupation du Nord du Mali, les groupes armés tirent une partie de leur financement du trafic illicite des armes provenant de la Libye, le passage des migrants vers la méditerranée et le trafic de drogue.

D'autres groupes se mettent en place soit par dissidence ou par attractivité de l'industrie florissante du terrorisme. En 2011, c'est la création du Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). En 2015, la création de la Katibat du Macina/Front de Libération du Macina de Amadou Koufa. En 2012, création de Ansar Dine de Iyad Ag Ghali. En 2013, création de Al Mourabitoune par la fusion des « Signataires par le sang » de Mokhtar Belmokhtar, dissident de AQMI avec le MUJAO. 2016, Création de Ansarul Islam par Malam Dicko (Burkina Faso). En 2017, la création du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) dirigé par Iyad Ag Ghali et regroupant la Katibat du Mali, Ansar Dine et Ansarul Islam.

Des facteurs de radicalisation ont été ciblés. Il s'agit (i) des facteurs attractifs tels que le charme d'un leader charismatique particulier, la satisfaction psychologique ou spirituelle que l'on ressent en appartenant à un certain groupe ou en participant à certaines activités, le besoin de reconnaissance, un certain idéal de réussite sociale. (ii) des facteurs socioéconomiques tels que : au Sahel certains jeunes, désœuvrés et frustrés, vont dans des camps d'entraînement terroriste pour se faire de l'argent, des confidences rapportent que les recrues reçoivent au moins 100 000 FCFA, soit l'équivalent de 152 euros par mois. (iii) Les facteurs d'ordre politique le plus souvent cités pour expliquer la recrudescence de l'extrémisme violent au sahel lié à l'absence de l'Etat manifestée par le manque d'infrastructures publiques telles que les routes, le manque ou la mauvaise qualité des services publics, le manque d'eau, la distance entre la population et les représentants de l'Etat (fonctionnaires et FDS), lesquels sont souvent vus comme des étrangers par la population, et enfin les griefs des populations à l'égard du gouvernement dont elles se sentent oubliées, délaissées et marginalisées. (iv) Les facteurs idéologico-religieux. La violence extrémiste d'inspiration religieuse émane aussi de l'interprétation littérale, fondamentaliste que certaines personnes font des textes sacrés de leurs traditions religieuses tout autant que de l'intolérance que cela suscite envers tous ceux qui ne partagent pas cette interprétation au sein et en dehors de leurs communautés religieuses.

V. Retombées financières de la crise sécuritaire en faveur des acteurs

Le terrorisme se sert de la criminalité transnationale organisée pour tirer une partie de leur financement et se ravitailler. Il s'agit des trafics d'armes et de drogues.



Carte 2 : Trafic de drogue en Afrique de l'Ouest mise à jour en février 2013.

Informations fournies par le bureau des Nations Unis sur la criminalité et le trafic de drogue (UNODC)

Plus de 100 millions d'armes circulent en Afrique sub-saharienne dont 8 à 10 millions en Afrique de l'Ouest.

Le contrôle de certaines ressources naturelles dans les pays, contribue également à financer le terrorisme. L'implication souvent inconsciente des dignitaires des valeurs sociales et administratives à renforcer l'enracinement du fléau dans les communautés.

Les interactions dans un système de conflits, dans la mesure où les crises que nous adressons au Sahel mutualisent leurs vecteurs comme dans un système de vases communicants et les profits sont redistribués suivant une grille de répartition bien précise.

VI. Défis à relever pour des solutions plausibles et durables

Défi 1 : Un fossé existe entre l'alerte précoce et la riposte. Il est constaté une lenteur dans la réaction ou même une absence de réaction.

Solution plausible 1 : améliorer le maillage sécuritaire du pays avec des hommes bien formés et des équipements adaptés à la mission qui leur confiés. Organiser le renseignement et diligenter la riposte immédiate.

Défi 2 : Le scepticisme et l'inertie de certains décideurs. Cet état d'esprit nourrit l'alerte précoce comme une fausse prophétie. Ces concernés attendant de voir pour croire. La culture d'anticipation n'a pas encore droit de cité et manque très peu dans les stratégies d'intervention.

Solution plausible 2 : former les décideurs à la nouvelle logique du contexte sécuritaire actuel. Renforcer leur capacité en matière de planification stratégique et d'anticipation. L'alerte précoce et les actions de redressement dans le maintien de la sécurité doivent contribuer à bâtir le capital humain de l'univers de la sécurité actuelle.

Défi 3 : L'antagonisme entre les priorités des décideurs et celles des chercheurs. Certains décideurs (politiques) voient tout à travers le prisme de la politique politicienne. Ils ont souvent deux penchants malheureux : accorder trop d'attention

aux scénarios catastrophe, ou au contraire, en faire totalement abstraction. Il en va parfois de leur réussite électorale ou de leur popularité, dicit Cass R. Sunstein, *Worst-Case Scenarios*, Harvard University Press (2009). Non prise en compte des centres d'études dans les dispositifs nationaux existants de prévention et de gestion des crises Il existe également une insuffisance de volonté politique dans la création des centres nationaux publics d'études (mise en place tardive desdits centres ou total désintérêt à le faire), absence de politiques de promotion des centres privés d'études.

Solution plausible 3 : Le concept de recherche, du *scientifique*, le métier de chercheur porte un poids, une valeur dans le monde francophone. Il doit être créé une culture où l'on accepte l'importance de la recherche pour aider à renforcer l'efficacité des politiques publiques. Cette culture doit faciliter l'utilisation des produits de la recherche en Afrique de l'Ouest par les décideurs. Un exemple de Chatham House au Royaume Uni a été de créer un espace de débat, en invitant des acteurs de tous parts (gouvernement, opposition etc.) à faire des discours — à conditions qu'ils acceptent de se soumettre aux questions-réponses.

Défi 4 : Insuffisances institutionnelles et structurelles en matière de prévention des crises. Il est noté, de façon générale en Afrique de l'Ouest francophone, une absence de stratégies nationales et sectorielles de lutte contre les différentes menaces, une absence de structures de coordination des actions de prévention et de gestion des crises, une absence de systèmes nationaux d'alerte précoce.

Solution plausible 4 : les différents pays de l'Afrique de l'Ouest francophone en crise sécuritaire modérée ou sévère peuvent déjà élaborer des politiques et des stratégies de sécurité. Ces différents pays pourront par la suite, élaborer en commun une stratégie transfrontalière de la sécurité et s'organiser pour le financement et la mise en œuvre.

Défi 5 : les financements de la sécurité dans les pays du sahel. Cela demeure un handicap. Actuellement, les pays du G5 sahel peine a apporté leur part de financement pour le fonctionnement et l'opérationnalisation du dispositif. Une partie des financements est apportée par les pays nordiques.

Solution plausible 5 : les pays du sahel doivent impérativement organiser l'exploitation de leurs ressources naturelles par des nationaux. Le maillon de la transformation des produits du secteur primaire, le secteur manufacturier doivent être développés. Les importations des produits finis doivent être diminuées au minimum congru. L'Afrique doit amorcer les bases de son économie pour mieux financer son éducation, sa santé, créer des emplois et développer une économie florissante.

VII. Recommandations

6.1 au regard de l'enlisement de la crise sécuritaire et de ses corollaires, au regard des efforts incommensurables déployés par les Etats victimes sans panacée actuelle, au regard de l'insuffisance de prise en compte et même de création des structures de recherche et de leurs produits,

Nous, participants, à STT6, recommandons (i) que chaque pays de l'Afrique de l'Ouest francophone prenne en compte tous les centres de recherches en plus des think tanks de recherche publics et privés, dans la dynamique de concertation, de dialogue pour la recherche de solutions durables à la crise sécuritaire ; (ii) que des financements soient octroyés à ces structures pour des recherches réelles et approfondies par des investigations sur le terrain afin de faire des propositions innovantes qui puissent influencer les décideurs et pour éviter les propositions à défaut.

6.2 au regard de la facilité d'enrôlement des jeunes ruraux pour prendre des armes contre leurs propres populations, au regard du mutisme acquis des populations par les terroristes, au regard des exactions multiformes que vivent ces populations dans l'ignorance,

Nous, participants, à STT6, recommandons (iii) aux Etats de mettre l'accent sur la sensibilisation des populations tout en organisant une méthode de lutte intégrée Etat Population. Pour ce faire, des assises périodiques chercheurs, forces de défense, hommes et femmes politiques et populations peuvent se tenir sous l'égide du ministère de la défense pour susciter le dialogue autour des produits de la recherche dans le domaine de la sécurité, de la gestion des conflits, de la cohésion sociale, de la paix, de la communication non-violente, etc.

Conclusion

Les travaux ont pris fin le mercredi 27 octobre 2021 par la visite touristique du site de sculpture sur granite de Laongo dans la commune de Ziniaré, province de l'Oubritenga, région du Plateau Central. Ceci pour apprécier la dimension de la prise en compte de l'art dans la communication, la compréhension de la culture et sa place dans l'économie.

La statue de l'ancien Président Thomas SANKARA a été visitée. Le visage du panafricanisme et de la promotion des valeurs africaines, qu'il incarnait est source d'inspiration.

La septième session du réseau solution think tank est prévue se tenir à Dakar au Sénégal sur un thème lié à la démocratie en Afrique de l'Ouest francophone.

*Pour le Secrétariat exécutif de STT de la période : Gisèle TAPSOBA / MARE.
Email : gmaretapsoba@gmail.com*